

Haaretz

Si l'armée israélienne envahit Rafah, qu'advient-il des plus de 1,5 million de Palestinien.es qui s'y abritent ?

dimanche 11 février 2024, par [HASS Amira](#) (Date de rédaction antérieure : 10 février 2024).

Une invasion israélienne de Rafah entraînera un exode massif et paniqué de près d'un million de civils palestinien.nes vers une zone de sécurité désignée de la taille de l'aéroport Ben-Gourion. On ne sait toujours pas comment les FDI comptent concilier cette situation avec la décision de la CIJ selon laquelle Israël doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les actes de génocide.

Sommaire

- [La compression](#)
- [La marche de l'évansion](#)
- [L'opération terrestre](#)
- [Les bombardements](#)

Tentes pour les Palestiniens déplacés à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, vendredi. Credit : Saleh Salem / Reuters

Yahya Sinwar, ses proches collaborateurs et les soldats du Hamas n'ayant jamais été retrouvés dans la ville de Gaza, ni à Khan Yunis, l'armée israélienne envisage d'étendre son opération terrestre à la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza. Elle le fait parce qu'elle suppose que Sinwar et ses aides se cachent dans les tunnels situés sous cette région méridionale de la bande de Gaza et qu'ils y gardent probablement les otages israéliens encore en vie.

La plupart des habitant.es de la bande de Gaza, soit 1,4 million de personnes, sont actuellement concentrés à Rafah. Des dizaines de milliers de personnes continuent de fuir vers la ville depuis Khan Yunis, où les combats se poursuivent. L'idée qu'Israël envahisse Rafah et que des combats aient lieu entre et près des civils terrifie les habitant.es de la ville et les personnes déplacées à l'intérieur du territoire. La terreur qu'ils ressentent est renforcée par la conclusion que personne ne peut empêcher Israël de réaliser ses intentions - pas même la décision de la CIJ qui ordonne à Israël de prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter les actes de génocide.

Les correspondants militaires en Israël rapportent et supposent que l'armée a l'intention d'ordonner aux résidents de Rafah de se déplacer vers une zone sûre. Depuis le début de la guerre, l'armée brandit cet ordre d'évacuation comme une preuve qu'elle agit pour éviter tout dommage aux « civils non impliqués ».

Cependant, cette zone de sécurité, [qui a été bombardée](#) et l'est encore par Israël, se rétrécit peu à peu. La seule zone de sécurité qui reste vraiment, et que les FDI désignent maintenant pour les

masses de personnes à Rafah, est Al-Mawasi - une zone côtière du sud de Gaza d'environ 16 kilomètres carrés (environ 6 miles carrés)

On ne sait toujours pas par quelles mesures verbales les FDI et leurs experts juridiques entendent réconcilier cet entassement d'un si grand nombre de civils avec les ordres donnés par la CIJ.

La zone humanitaire désignée par l'armée est à peu près de la taille de l'aéroport international Ben-Gourion (environ 6,3 miles carrés)», ont conclu les journalistes de Haaretz Yarden Michaeli et Avi Scharf [dans leur rapport](#) au début de cette semaine. Le rapport, intitulé »Les habitants de Gaza ont fui leurs maisons. Ils n'ont nulle part où retourner", révèle l'étendue de la dévastation dans la bande de Gaza, telle qu'elle a été capturée par les images satellites.

Palestiniens à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, jeudi.Credit : Mohammed Abed / AFP

La comparaison avec l'aéroport international Ben-Gourion invite à imaginer une densité au-delà de tout ce qui est imaginable, mais les commentateurs de la télévision israélienne ne vont pas beaucoup plus loin que l'intuition profonde que l'invasion terrestre de Rafah « ne sera pas si simple ».

Bien que ce soit difficile, nous devons imaginer ce qui attend les Palestiniens à Rafah si le plan de l'armée est mis en œuvre. Nous devons le faire non pas tant pour des considérations humanistes et morales, qui après le 7 octobre ne sont pas si pertinentes pour la majorité du public israélo-juif, mais à cause des enchevêtrements militaires, humanitaires et – finalement – juridiques et politiques qui sont sûrement attendus si nous nous engageons dans cette voie.

La compression

Même si « seulement » environ un million de Palestiniens fuient pour la troisième et la quatrième fois vers Al-Mawasi - une zone qui est déjà pleine de Gazaouis déplacés - la densité sera d'environ 62 500 personnes par kilomètre carré (environ 157 000 personnes par mile carré).

Cela se produira dans une zone ouverte, sans gratte-ciel pour loger les réfugiés, sans eau courante, sans intimité, sans moyens de subsistance, sans hôpitaux ni cliniques médicales, sans panneaux solaires pour recharger les téléphones, alors que les organisations d'aide devront traverser des zones de combat ou s'en approcher pour distribuer les petites quantités de nourriture qui parviennent à entrer dans la bande de Gaza.

Il semble que la seule position dans laquelle cette zone étroite pourrait accueillir tout le monde serait qu'ils soient tous debout ou à genoux. Il sera peut-être nécessaire de former des comités spéciaux qui détermineront les modalités de couchage par roulement : quelques milliers de personnes s'allongeront tandis que les autres continueront à rester debout. Le bourdonnement des drones au-dessus et en dessous, les pleurs des bébés nés pendant la guerre et dont les mères n'ont pas de lait ou n'en ont pas assez, voilà qui constituera la bande-son lancinante portant sur les nerfs de tout le monde.

D'après ce que nous avons vu lors des raids terrestres de Tsahal [l'armée israélienne] et des batailles dans la ville de Gaza et à Khan Yunis, il est clair que l'opération terrestre à Rafah, si elle a lieu, durera de nombreuses semaines. Israël croit-il que la CIJ considérera la compression de centaines de milliers ou d'un million de Palestiniens sur un petit morceau de terre comme une « mesure » appropriée qui empêche le génocide ?

La marche de l'évansion

Environ 270 000 Palestiniens vivaient dans le district de Rafah avant la guerre. Le million et demi de Palestiniens qui y vivent actuellement souffrent de la faim et de la [malnutrition](#) ; ils souffrent de la soif, du froid, des maladies et des infections qui se propagent, des poux dans les cheveux et des éruptions cutanées ; ils souffrent d'épuisement physique et mental et d'un manque chronique de sommeil. Ils s'entassent dans les écoles, les hôpitaux et les mosquées, dans les quartiers de tentes qui ont vu le jour à Rafah et dans ses environs, et dans les appartements qui abritent des dizaines de familles déplacées.

Des dizaines de milliers d'entre eux sont blessés, y compris ceux dont les membres ont été amputés à la suite des attaques de l'armée ou des opérations chirurgicales qui ont suivi. Tous ont des parents et des amis – enfants, bébés et parents âgés – qui ont été tués au cours des quatre derniers mois.

Palestiniens à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, jeudi. Credit : Ibraheem Abu Mustafa / Reuters

Les maisons de la plupart d'entre eux ont été détruites ou gravement endommagées. Tous leurs biens ont été perdus. Ils n'ont plus d'argent en raison des prix élevés et exorbitants des denrées alimentaires. Nombre d'entre eux n'ont échappé à la mort que par chance et ont été témoins de l'effroyable spectacle des cadavres. Ils ne pleurent pas encore les morts, car le traumatisme persiste. Les gestes de soutien et de solidarité s'accompagnent de disputes et de bagarres. Certains perdent la mémoire et la raison à cause de toutes ces souffrances.

Comme elle l'a fait dans d'autres zones de la bande de Gaza, l'armée israélienne émettra un avertissement environ deux heures avant une invasion terrestre à Rafah, afin de préserver l'effet de surprise. Les habitants disposeront ainsi d'une fenêtre de quelques heures ce jour-là pour évacuer la ville.

Imaginez ce convoi de réfugiés et la panique générale des habitants fuyant vers Al-Mawasi, à l'ouest. Pensez aux anciens, aux malades, aux handicapés et aux blessés qui auront la « chance » d'être transportés dans des charrettes tirées par des ânes ou des brouettes de fortune et dans des voitures qui roulent à l'huile de cuisine.

Tous les autres, malades ou en bonne santé, devront partir à pied. Ils devront probablement laisser derrière eux le peu qu'ils ont réussi à collecter et à emporter lors des déplacements précédents, comme des couvertures et des bâches en plastique pour s'abriter, des vêtements chauds, un peu de nourriture et des articles de base tels que des petits réchauds.

Destruction à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, jeudi. Credit : Ibraheem Abu Mustafa / Reuters

Cette marche forcée atteindra probablement les ruines de certains des bâtiments qu'Israël a bombardés il y a peu, ou par les cratères créés sur la route par les attaques. Tout le convoi restera alors immobile jusqu'à ce qu'une déviation soit trouvée. Quelqu'un va trébucher, une roue de charrette va s'enliser dans la boue. Et tous, affamés, assoiffés, effrayés par l'imminence de l'attaque ou le bombardement attendu des chars, continueront à avancer. Les enfants pleureront et se perdront. Les gens se sentiront mal. Les équipes médicales auront du mal à atteindre ceux qui ont besoin de soins.

Seuls 4 kilomètres séparent Rafah d'Al-Mawasi, mais il faudra plusieurs heures pour les traverser. Les personnes qui marchent seront coupées de toute communication, ne serait-ce qu'en raison de l'encombrement du convoi et de la surpopulation. Elles se disputeront l'endroit où elles souhaitent planter leur tente. Elles se battront pour savoir qui sera le plus proche d'un bâtiment ou d'un puits.

Elles s'évanouiront de soif et de faim.

L'image suivante [photo ci-dessous non reproduite] se répétera plusieurs fois au cours des prochains jours : Un cortège de Palestinien.nes affamé.es et apeuré.es se met à fuir en panique à chaque fois que les FDI annoncent une nouvelle zone dont les habitant.es sont censé.es être évacué.es, tandis que les chars et les troupes d'infanterie avancent vers eux. Les bombardements et les troupes au sol se rapprochent des hôpitaux qui fonctionnent encore. Les chars les encerclent et tous les patients et les équipes médicales doivent être évacués vers la zone surpeuplée d'Al-Mawasi.

Rafah, hier. L'idée qu'Israël envahira la ville et que les combats auront lieu entre eux et à proximité terrorise ses habitants. Photo : IBRAHEEM ABU MUSTAFA/Reuters

L'opération terrestre

Il est difficile de savoir combien d'entre eux décideront de ne pas partir. Comme nous l'avons appris avec ce qui s'est passé dans les districts du nord de Gaza et à Khan Yunis, un grand nombre d'habitant.es préfèrent rester dans une zone destinée à une opération terrestre. Parmi eux, des dizaines de milliers de Gazaouis déplacé.es, malades ou gravement blessé.es qui sont hospitalisés, des femmes enceintes et d'autres personnes décideront de rester dans leurs propres maisons, dans celles de leurs proches ou dans des écoles transformées en abris. Le peu d'informations qu'ils recevront de la zone de concentration d'Al-Mawasi suffira à les décourager de le rejoindre.

Cependant, les soldats et les commandants des FDI interprètent différemment l'ordre d'évacuation : quiconque reste dans une zone désignée pour une invasion terrestre n'est pas considéré comme un civil innocent ; il n'est pas considéré comme « non impliqué ».

Hôpital Hamad endommagé dans la ville de Gaza après un bombardement israélien la semaine dernière.

Toutes celles et tous ceux qui restent chez eux et sortent pour aller chercher de l'eau dans une installation municipale qui fonctionne encore ou dans un puits privé, les équipes médicales appelées à soigner un patient, une femme enceinte qui se rend à l'hôpital voisin pour accoucher, tous ceux-là, comme nous l'avons vu pendant la guerre et les campagnes militaires passées, sont criminalisés aux yeux des soldats. Les abattre et les tuer est conforme aux règles d'engagement de l'IDF.

Selon l'armée, ces tirs sont effectués en conformité avec le droit international, car ces personnes ont été averties qu'elles devaient partir. Même lorsque les soldats pénètrent dans les maisons pendant les combats, les habitant.es de Gaza, principalement des hommes, risquent d'être tués par des tirs. Un soldat qui tire sur quelqu'un parce qu'il s'est senti menacé ou parce qu'il a obéi à un ordre, cela n'a pas d'importance. C'est arrivé dans la ville de Gaza, et cela pourrait arriver à Rafah.

De même, les équipes d'aide humanitaire ne sont pas autorisées ou incapables d'atteindre le nord de la bande de Gaza pour distribuer de la nourriture, elles ne pourront pas le faire dans les zones de combat de Rafah. Le peu de nourriture que les habitants ont réussi à sauver s'épuisera progressivement.

Ceux qui resteront chez eux seront contraints de choisir le moindre des deux maux : soit sortir et risquer les tirs israéliens, soit mourir de faim chez eux. La plupart d'entre eux souffrent déjà d'un manque cruel de nutriments. Dans de nombreuses familles, les adultes renoncent à la nourriture pour que leurs enfants puissent être nourris. Il y a un réel danger que beaucoup meurent de faim dans leur maison alors que les combats font rage à l'extérieur.

Les bombardements

Depuis le début de la guerre, l'armée a bombardé des bâtiments résidentiels, des espaces ouverts et des voitures [dans tous les endroits qu'elle avait définis comme « sûrs »](#) (que ses résidents n'étaient pas tenus de quitter). Peu importe que les attaques visent des installations du Hamas, des responsables du groupe ou d'autres membres qui séjournaient avec leur famille ou qui étaient sortis de leur cachette pour leur rendre visite, les civils sont presque toujours tués.

Les bombardements ne se sont pas arrêtés à Rafah non plus. Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux maisons ont été bombardées dans le quartier de Tel al-Sultan, à l'ouest de Rafah. Selon des sources palestiniennes, 14 personnes ont été tuées, dont cinq enfants.

Un Palestinien pleure ses proches dans un hôpital de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, jeudi. Credit : Ibraheem Abu Mustafa / Reuters

Les sources ont également indiqué qu'une mère et sa fille avaient été tuées lors d'une attaque israélienne contre une maison dans le nord de Rafah le 7 février et qu'un journaliste avait été tué avec sa mère et sa sœur dans l'ouest de Rafah la veille. Le 6 février également, ajoutent les sources, six policiers palestiniens ont été tués lors d'une attaque israélienne alors qu'ils sécurisaient un camion d'aide dans l'est de Rafah.

Ces attaques montrent que les soi-disant calculs des dommages collatéraux approuvés par les experts juridiques des FDI et le bureau du procureur de l'État sont extrêmement permissifs. Le nombre de Palestiniens non impliqués qu'il est « permis » de tuer en échange de l'atteinte d'une cible de l'armée est plus élevé que dans n'importe quelle guerre précédente.

Les habitants de Rafah craignent que les FDI n'appliquent ces critères permissifs à Al-Mawasi et n'attaquent ici également pour peu qu'une cible se trouve dans la zone, parmi les centaines de milliers de personnes qui s'y abritent. C'est ainsi qu'un refuge annoncé deviendra un piège mortel pour des centaines de milliers de personnes.

Amira Hass

P.-S.

- Traduction pour ESSF de E. (de la version en hébreu) et Pierre Rousset (de la version en anglais) avec l'aide de DeepL pro.

- Source : Haaretz. 10 février 2024 5:40 pm IST :
<https://www.haaretz.com/israel-news/2024-02-10/ty-article-magazine/.premium/if-israel-invades-rafah-what-will-be-of-over-1-5m-palestinians-who-take-shelter-there/0000018d-9360-d443-a19f-fff113ba0000>

En hébreu :

<https://www.haaretz.co.il/news/politics/2024-02-09/ty-article-magazine/.premium/0000018d-8a6b-d9cc-a5cd-fffb37300000>